

No. 26.

---

## BELGIQUE ET FRANCE

Convention entre la Belgique et la France par application du paragraphe « F » de l'article 296 du Traité de Versailles, signée à Paris le 24 juillet 1920.

---

## BELGIUM AND FRANCE

Convention between Belgium and France, in accordance with paragraph " F " of Article 296 of the Treaty of Versailles, signed at Paris July 24, 1920.

No. 26. — <sup>2</sup>CONVENTION CONCLUE A PARIS LE 24 JUILLET 1920, ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE, PAR APPLICATION DU PARAGRAPHE «F»<sup>3</sup> DE L'ARTICLE 296 DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

*Texte officiel français, communiqué par l'Ambassadeur de Belgique à Londres et par le Service Français de la Société des Nations, aux fins d'enregistrement, le 6 et le 21 octobre 1920, respectivement. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 6 octobre 1920.*

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de conclure une Convention par application du paragraphe «F» de l'article 296 du Traité de Versailles, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES : Son Excellence M. le Baron de Gaiffier d'Hestroy, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : Son Excellence M. Alexandre Millerand, Député, Président du Conseil des Ministres,

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

<sup>2</sup> D'après une lettre de l'Ambassadeur de Belgique à Londres en date du 21 octobre 1920, cette Convention ne comporte pas d'échange de ratifications.

<sup>3</sup> Le paragraphe «F» de l'Article 296 du Traité de Versailles est comme suit : « Les Puissances alliées et associées qui ont adhéré au présent article et à l'annexe ci-jointe, pourront convenir entre elles de les appliquer à leurs ressortissants respectifs établis sur leur territoire, en ce qui concerne les rapports entre ces ressortissants et les ressortissants allemands. Dans ce cas, les paiements effectués par application de la présente disposition feront l'objet de règlements entre les Offices de vérification et de compensation alliés et associés intéressés.

<sup>1</sup>TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 26. — <sup>2</sup>CONVENTION CONCLUDED AT PARIS ON JULY 24, 1920, BETWEEN BELGIUM AND FRANCE, IN ACCORDANCE WITH PARAGRAPH «F»<sup>3</sup> OF ARTICLE 296 OF THE TREATY OF VERSAILLES.

*French Official Text forwarded for registration by the Belgian Ambassador in London on October 6, 1920, and by the Service français de la Société des Nations on October 21, 1920. The registration of this Convention took place on October 6th, 1920.*

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC wishing to conclude a Convention in accordance with paragraph «F» of Article 296 of the Treaty of Versailles, have named their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS : His Excellency M. le baron de Gaiffier d'Hestroy, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the President of the French Republic ;

AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC : His Excellency M. Alexandre Millerand, Deputy-President of the Council of Ministers,

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations.

<sup>2</sup> According to a letter from the Belgian Ambassador in London of October 21, 1920, this Convention does not entail an exchange of ratifications.

<sup>3</sup> Paragraph «F» of Article 296 of the Treaty of Versailles reads as follows : « The Allied and Associated Powers who have adopted this Article and the Annex hereto may agree between themselves to apply them to their respective nationals established in their territory so far as regards matters between their nationals and German nationals. In this case the payments made by application of this provision will be subject to arrangements between the Allied and Associated clearing Offices concerned.

Ministre des Affaires Etrangères de la République Française,

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1.*

L'Office français et l'Office belge seront seuls compétents pour poursuivre le règlement des dettes et créances rentrant dans les prévisions de l'article 296 du Traité de Versailles, respectivement entre les ressortissants belges résidant habituellement en France et les ressortissants français résidant habituellement en Belgique, d'une part, et les ressortissants allemands résidant en Allemagne, d'autre part.

En conséquence, l'Office belge recevra les réclamations des ressortissants français résidant habituellement en Belgique, relativement à leurs créances visées à l'article 296 précité et dues par des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

Lesdits ressortissants français devront se conformer, à cet égard, à toutes les formalités et mesures imposées en cette matière, aux ressortissants belges.

L'Office belge sera également seul compétent pour poursuivre, au même titre que contre ses propres ressortissants et conformément aux mesures applicables à ceux-ci, le recouvrement des dettes visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues par des ressortissants français résidant habituellement en Belgique, à des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

De son côté, l'Office français recevra les réclamations des ressortissants belges résidant habituellement en France, relativement à leurs créances visées à l'article 296 précité et dues par des ressortissants allemands résidant en Allemagne. Les dits ressortissants belges devront se conformer, à cet égard, à toutes les formalités et mesures imposées en cette matière aux ressortissants français.

L'Office français sera également seul compétent pour poursuivre, au même titre que contre ses propres ressortissants et conformément aux mesures applicables à ceux-ci, le recouvrement des dettes visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues par des ressortissants belges résidant habituellement en France, à des ressortissants allemands résidant en Allemagne.

*Article 2.*

L'Office de vérification et de compensation allemand devra notifier à l'Office français et

Minister of Foreign Affairs of the French Republic,

who, duly authorized, have agreed upon the following terms :

*Article 1.*

The French and Belgian Offices shall alone be competent to carry out the settlement of the debts and credits, included under the provisions of Article 296 of the Treaty of Versailles, between Belgian subjects habitually residing in France and French nationals habitually residing in Belgium respectively, on the one hand, and German nationals residing in Germany on the other.

Consequently the Belgian Office will receive the claims of French nationals habitually residing in Belgium, in respect of such of their credits as are referred to in the above mentioned Article 296, and as are owing to them by German nationals residing in Germany.

The aforesaid French nationals shall conform to all formalities and measures imposed in this connection upon Belgian nationals.

Further, the Belgian Office alone shall be competent to take steps on the same terms as with regard to its own subjects and in conformity with the measures which apply to these to recover such debts, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due from French nationals habitually residing in Belgium to German nationals residing in Germany.

The French Office, on the other hand, receives the claims of Belgian subjects habitually residing in France, in respect of such of their credits referred to in the above mentioned Article 296, as are due to them from German nationals residing in Germany. The aforesaid Belgian nationals shall conform to all formalities and measures imposed in this connection upon French nationals.

The French Office also shall alone be competent to take steps on the same terms as with regard to its own nationals and in conformity with the measures which apply to these, to recover such debts, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due from Belgian subjects habitually residing in France to German nationals residing in Germany.

*Article 2.*

The German Auditing and Compensation Office shall inform the French and Belgian

à l'Office belge, respectivement, les créances visées à l'article 296 du Traité de Versailles et dues à des ressortissants allemands résidant en Allemagne par des ressortissants belges résidant habituellement en France et par des ressortissants français résidant habituellement en Belgique.

*Article 3.*

L'Office français et l'Office belge se feront connaître réciproquement, au début de chaque mois, le nombre et le montant des créances qui leur auront été déclarées respectivement au cours du mois précédent, conformément à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Dès que des rapports seront établis avec l'Office allemand, l'Office français et l'Office belge se feront également connaître, au début de chaque mois, le nombre et le montant des créances notifiées par l'Office allemand, conformément à l'article 2 ci-dessus.

*Article 4.*

Les paiements effectués par les Offices français et belge respectivement à des ressortissants belges et français seront effectués dans les formes et conditions des paiements effectués par lesdits Offices à leurs propres ressortissants.

Au début de chaque mois, l'Office français et l'Office belge échangeront la balance des comptes relativement aux opérations qui ressortissent à leur compétence respective en vertu des articles 1 et 2 ci-dessus.

Il ne sera porté au débit et au crédit de l'un ou de l'autre des Offices que le montant net des paiements réellement effectués, déduction faite des taxes de recouvrement ou autres à percevoir par les Offices. Ces taxes resteront acquises aux Offices, pour les opérations que chacun d'eux aura liquidées.

Le solde éventuel à charge de l'un ou l'autre Office sera réglé dans la huitaine de l'échange des comptes, au pair.

*Article 5.*

Les Offices français et belge se notifieront réciproquement toutes les mesures déjà prises ou qui seraient prises à l'avenir dans leurs pays respectifs en vue de l'application de la section III de la partie X du Traité de Versailles.

Offices respectively of such credits, referred to in Article 296 of the Treaty of Versailles, as are due to German nationals residing in Germany from Belgian subjects habitually residing in France and French nationals habitually residing in Belgium.

*Article 3.*

The French and Belgian Offices shall inform each other at the beginning of every month of the number and amount of the credits of which they have respectively been notified during the previous month, in accordance with Article 1 above.

When connections have been established with the German Office, the French and Belgian Offices shall also inform each other at the beginning of every month of the number and the amount of credits which have been respectively notified to them by the German Office in accordance with the above Article 2.

*Article 4.*

The payments made by the French and Belgian Offices respectively to Belgian subjects and French nationals shall be made in the same manner and under the same conditions as the payments by these Offices to their own nationals.

At the beginning of every month, the French and Belgian Offices shall exchange the balance of their accounts of such transactions as come within their respective competence under the above Articles 1 and 2.

Neither of the Offices shall be debited or credited with any sums except the net amount of the payments actually made, minus the dues for collecting and for other services charged by the Offices. These dues will remain the property of the Offices as payment for the transactions which each shall have carried out.

The eventual charges which shall be due to either Office shall be settled in the course of the week following the exchange of accounts, at par.

*Article 5.*

The French and Belgian Offices shall inform each other of all measures already taken or which may be taken in future in their respective countries with a view to the application of Section III of Part X of the Treaty of Versailles.

*Article 6.*

Les Offices français et belge se signaleront mutuellement tous les conflits soulevés par l'Office allemand relativement à l'interprétation des clauses de la susdite section et de son annexe et tâcheront de s'entendre sur une solution commune à donner à ces conflits, afin d'aboutir à une interprétation uniforme et d'éviter ainsi, autant que possible, des attitudes contradictoires vis-à-vis de l'Office allemand.

*Article 7.*

La présente Convention sera notifiée à l'Allemagne par les Gouvernements français et belge.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 24 juillet 1920.

(L. S.) DE GAIFFIER.

(L. S.) MILLERAND.

Certifié par le Directeur Général du Commerce et des Consulats :

J. BRUNET.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire Chef du Service du Protocole,*

P. DE FOUQUIÈRES.

*Article 6.*

The French and Belgian Offices shall inform each other of all disputes raised by the German Office with regard to the interpretation of the clauses of the above mentioned section and its annex ; they will also endeavour to agree upon a common settlement of these disputes, with a view to arriving at a uniform interpretation, and thus of avoiding so far as possible the adoption of a different attitude towards the German Office.

*Article 7.*

Notification of this Convention shall be made to Germany by the French and Belgian Governments.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Paris in duplicate on July 24, 1920.

(L. S.) DE GAIFFIER.

(L. S.) MILLERAND.

Certified by the Director General of Commerce and Consulats :

J. BRUNET.

Certified true copy :

*The Minister Plenipotentiary,  
Chief of the Service of Protocols :*

P. DE FOUQUIÈRES.

